



ENSEMBLE POUR LES
GÉNÉRATIONS FUTURES

**Avis des 10 CJE
de Chaudière-Appalaches**



Introduction

Les dix carrefours jeunesse-emploi de Chaudière-Appalaches, par la voix de leur Regroupement régional, présentent dans ce document leurs réponses à la consultation menée par le Secrétariat à la jeunesse au sujet de la prochaine Politique québécoise de la jeunesse et des stratégies d'action qui en découleront.

Le document est divisé en deux parties :

- *Présentation des carrefours jeunesse-emploi de Chaudière-Appalaches* : résumé de notre réalité régionale et de l'expertise jeunesse que nous avons développée;
- *Questions de consultation* : synthèse de notre vision des axes et thèmes suggérés et pistes de solutions concrètes.

Présentation des carrefours jeunesse-emploi de Chaudière-Appalaches

La région Chaudière-Appalaches regroupe dix CJE vivant avec des réalités différentes. Malgré cela, ils travaillent ensemble pour les jeunes de leur territoire. Les CJE ont comme mandat d'accompagner et de guider les jeunes adultes de 16 à 35 ans dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle et ce peu importe leur statut. Plus précisément, nous les accompagnons dans leur cheminement vers l'emploi, vers un retour aux études ou en sensibilisation en entrepreneuriat. Avec les années, les CJE ont développé une expertise en matière de jeunesse et ont su innover et adapter des projets novateurs qui répondent aux réalités et besoins des jeunes de leur territoire.

L'an dernier, les CJE de Chaudière-Appalaches ont soutenu 3283 jeunes dans leur parcours d'intégration ou de maintien aux études ou en emploi. Dans les programmes tels que Jeunes en action et IDÉO 16-17, ce sont 354 jeunes qui ont été supportés dans leur projet de vie. Finalement, les agents de sensibilisation à l'entrepreneuriat jeunesse (ASEJ) ont rencontré 9177 jeunes à travers différents ateliers et activités afin de leur faire découvrir la fibre entrepreneuriale. En tout, c'est 3637 qui ont reçu des services d'un des 10 CJE avec une ouverture de dossier et 11 582 qui ont été sensibilisés sur différentes thématiques. Les CJE sont des organismes incontournables pour les jeunes. Par leurs différentes actions et la diversité de leur offre de services, les CJE sont un milieu rassurant vers lequel les jeunes peuvent se tourner jusqu'à l'âge de 35 ans.

Région / Réalité géographique

La région administrative de Chaudière-Appalaches est située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, face à la Ville de Québec entre les régions du Centre-du-Québec et du Bas-Saint-Laurent.

Elle est composée de 9 municipalités régionales de comté, soit Beauce-Sartigan, Bellechasse, Nouvelle-Beauce, Les Appalaches, Les Etchemins, L'Islet, Lotbinière, Montmagny, Robert-Cliche et de la Ville de Lévis. On compte 136 municipalités dans cette région administrative dont la population s'élève à 403 276 sur une superficie de 15 216 km².

La réalité sociodémographique de la région est très variable selon les territoires. De façon générale, les territoires situés au sud de la région ont un pourcentage de population en situation de pauvreté significativement plus élevé que les autres. L'exode des jeunes y est plus élevé et le taux de décrochage scolaire aussi. D'autre part, même dans les territoires où le marché de l'emploi est très ouvert, les salaires moyens sont moins élevés que la moyenne provinciale. Nous rencontrons, chez les jeunes qui utilisent nos services, de nombreux travailleurs sous le seuil de la pauvreté.

Expertise jeunesse des CJE de Chaudière-Appalaches

Implantés il y a plus de 15 ans, les carrefours jeunesse-emploi sont devenus des acteurs clés du développement de leur communauté en mettant sur pied une large gamme de services, d'activités et de projets visant l'insertion socioéconomique des jeunes. Leur mission : favoriser une intégration sociale et économique de qualité chez tous les jeunes.

Comme les CJE travaillent en approche globale et accompagnent des jeunes aux profils variés dans leur cheminement, ils ont développé une connaissance approfondie de leur réalité et leurs besoins, dans une perspective plus large que l'emploi. L'expertise développée est riche et touche des champs aussi diversifiés que :

- l'intégration sociale;
- le développement de l'employabilité;
- l'orientation scolaire et professionnelle et la réorientation;
- la persévérance scolaire et la réintégration scolaire des décrocheurs;
- l'entrepreneuriat;
- la participation citoyenne;
- l'immigration;
- le travail à l'étranger;
- l'éducation financière;
- l'attraction et la rétention des jeunes en région.

En raison de cette expérience variée et concrète, collée à la réalité des jeunes, nous sommes en mesure de formuler un avis sur tous les thèmes présentés dans la consultation.



Questions de consultation

AXE I : DES SAINES HABITUDES DE VIE

1. **Les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement au sein de cet axe d'intervention sont-elles celles sur lesquelles la prochaine Politique jeunesse soit s'attarder, au cours des quinze prochaines années?**

Nous pensons que les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement répondent aux enjeux actuels sur les saines habitudes de vie. Par contre, nous trouvons important de considérer le jeune dans sa globalité et de poursuivre l'intervention en ce sens afin de maximiser ses chances de réussites.

2. **Comment le gouvernement du Québec et ses partenaires peuvent-ils influencer les habitudes des jeunes en ce qui concerne l'alimentation, l'activité physique, les comportements à risque ou les problèmes de santé mentale?**

L'amélioration des saines habitudes de vie est l'affaire de tous. En effet, elles nécessitent un travail de collaboration de la part de nombreux partenaires dont les acteurs gouvernementaux, communautaires, associatifs, privés et individuels.

Nous trouvons que la prévention demeure un moyen efficace et qu'il est important de continuer à investir dans les campagnes médiatiques et sociétales afin d'informer et de sensibiliser les jeunes sur les saines habitudes de vie si l'on veut modifier les comportements à long terme. Nous devons donc éduquer les jeunes sur l'importance d'adopter les saines habitudes de vie. L'école nous semble un endroit idéal pour transmettre ses valeurs, le milieu de vie familial n'étant pas toujours adéquat. Les ministères concernés devraient mettre en place, de façon concertée, des programmes d'éducation à la santé et des saines habitudes de vie dans les écoles, les services de garde et les organismes communautaires.

Avec les années, les CJE ont développé une expertise basée sur l'approche globale du jeune en plus, ils offrent une intervention personnalisé axé sur leurs besoins et à leur rythme. Différents ateliers et activités leur sont dispensés ce qui leur permettent de vivre des expériences positives. Ces initiatives permettent l'éducation et la mise en pratique des saines habitudes de vie. Plusieurs CJE offrent la possibilité à travers leurs différents projets tels que Jeunes en action, IDÉO, École alternative, etc. des activités de mise en mouvement comme par exemple, les cuisines collectives, celle-ci leur permettent d'apprendre à s'alimenter sainement et à faibles coûts et ainsi augmenter leur autonomie. Également, l'activité physique est souvent intégrée dans l'offre de services de ses programmes offerts au CJE. Les bienfaits de cette dernière ayant des impacts positifs sur la santé physique et mentale. La complexité des problèmes de santé mentale que vivent plusieurs jeunes est assurément un aspect essentiel de la concertation. Cette problématique doit être particulièrement être mise en lumière dans la prochaine stratégie, afin de favoriser la prévention, mais aussi, la rapidité d'intervention qui doit se faire avec certains jeunes. Le CJE intervient quotidiennement avec des jeunes qui ont ou non un diagnostic et pour qui l'intégration sur le marché du travail est un défi majeur compte tenu de leurs limitations.

3. Quels sont les comportements à risque que la prochaine Politique jeunesse devrait encourager à ne plus adopter en priorité?

Nous croyons que les jeunes doivent être informés sur l'ensemble des comportements à risques qu'ils adoptent et que des pistes de solutions doivent leur être transmises. Par contre, si nous devons en prioriser une, nous trouvons que la consommation de drogues et la consommation excessive d'alcool demeurent les comportements sur lesquels nous devrions mettre l'accent. Ces dernières amènent les jeunes à adopter d'autres comportements à risque tels que la conduite dangereuse ou les relations sexuelles non protégées pour ne nommer que ceux-ci. Également, nous constatons que ces comportements ont un impact sur plusieurs sphères de la vie du jeune et nuisent énormément à la réussite éducative et à l'intégration socioprofessionnelle de nombreux jeunes. De plus, la consommation de drogues peut accentuer des problèmes de santé mentale ou diminuer l'efficacité d'une médication. Nous devons continuer à sensibiliser et travailler pour que les jeunes adoptent des habitudes de consommations adéquates. En ce sens rappelons que l'approche globale utilisée dans les CJE permet au jeune de maximiser ses chances de réussite. Il est donc important de maintenir les mesures de soutien et d'accompagnement mises en place dans les CJE en plus de développer de nouvelles stratégies de prévention. Finalement, nous tenons aussi à souligner que d'autres problématiques sont importantes chez les jeunes tels que le suicide et les troubles alimentaires et que de la prévention doit se poursuivre.

4. Promouvoir les relations interpersonnelles harmonieuses, par exemple par la lutte contre le sexisme, le racisme et l'homophobie contribue-t-il à une meilleure intégration de tous les jeunes à l'école, sur le marché du travail et dans la société en général?

La sensibilisation est un moyen efficace d'intervenir à long terme. Les campagnes publicitaires permettent de changer les comportements des individus en société, par exemple, les campagnes publicitaires sur l'alcool au volant. Les préjugés sont souvent basés sur la méconnaissance, il faut donc informer davantage les gens. Nous devrions offrir un programme éducatif au niveau primaire sur ces réalités sociales que sont l'immigration, l'homosexualité, etc. Bien comprendre les différences très tôt permettrait d'apporter une ouverture d'esprit. Par le fait même, il faudrait mieux outiller nos enseignants.

Nous croyons aussi qu'il est important de véhiculer à travers différents médias des modèles que les jeunes auront envie d'imiter. Les émissions populaires à la télévision, les publicités à la télévision pour ne nommer que ces médias sont des bons endroits pour introduire des modèles.

5. Quels sont les meilleurs moyens de favoriser l'acquisition de saines habitudes de vie chez les jeunes?

La prévention demeure un moyen efficace. Il est important de continuer à investir dans les campagnes médiatiques et sociétales afin d'informer et de sensibiliser les jeunes sur les saines habitudes de vie. Également, nous croyons que nous devons mettre des efforts supplémentaires afin de maintenir l'accessibilité aux services et ce malgré les restructurations administratives des services publics.

Nous croyons que la prochaine Politique jeunesse devrait prévoir des mécanismes d'arrimage entre les services publics et communautaires. Par exemple, certains carrefours ont des ententes avec le CSSS de leur territoire afin que les jeunes déjà accompagnés par le CJE puissent être référés directement et rapidement à un intervenant du CSSS. Ces passerelles permettent d'offrir aux jeunes l'aide nécessaire en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Par ces passerelles, le jeune se sent respecté et soutenu, puisqu'il ne doit pas constamment répéter son histoire et il a une personne de référence dans son dossier (un intervenant pivot). Ce type d'entente est un modèle à suivre, mais les conditions favorables doivent être mises en place au niveau national. Nous retrouvons dans certains CJE des ententes similaires avec les Centres jeunesse.

Permettre des programmes de sports études à tous les étudiants pas seulement à l'élite, même si le nombre de journées scolaire doit être augmenté pour permettre aux jeunes en difficultés d'apprentissage de voir toute la matière.

Nous sommes dans une société où nous inscrivons nos enfants dans une multitude d'activités et de sports. Nous devrions réintégrer dans le discours populaire **la notion de JEUX** et de ne plus parler seulement de sport. Le jeu n'est pas seulement associé à la technologie (Wii, Xbox, Nintendo, etc.). Il ne faut pas oublier que nous jouons au hockey, nous jouons dans la cour d'école, nous avons oublié que de passer une journée à l'extérieur à imaginer un jeu s'est aussi bougé. Plusieurs personnes n'aiment pas la compétition et le sport, mais ceux-ci peuvent aimer jouer dans la piscine. Nous devrions inciter les gens à bouger en faisant quelque chose qu'il aime, et ne pas faire la promotion seulement autour du sport.

AXE II : UN MILIEU FAVORABLE À LA PERSÉVÉRANCE ET À LA RÉUSSITE SCOLAIRE

1. ***Les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement au sein de cet axe d'intervention sont-elles celles sur lesquelles la prochaine Politique jeunesse doit s'attarder, au cours des quinze prochaines années?***

Sans être exclusives, les priorités identifiées nous semblent être les plus importantes. Outre la famille, le milieu scolaire est l'endroit où les jeunes sont amenés à parfaire leur identité et leur projet d'avenir. Il est donc d'une extrême importance que les écoles soient le plus inclusives possible. La persévérance scolaire est un phénomène de société et non une exclusivité des milieux scolaires.

2. ***Peut-on soutenir la persévérance scolaire en faisant de l'école un milieu de vie plus complet et plus stimulant pour les jeunes?***

La majorité des jeunes fonctionnent bien dans notre système d'éducation, mais force est de constater que ce modèle n'est pas adapté à tous les jeunes. Certains ne parviennent pas à réussir dans le cadre scolaire régulier, sans égard à leur intelligence ou leur capacité

d'apprentissage. Il est important de leur offrir des alternatives pour qu'ils puissent poursuivre leurs études et acquérir une première diplomation ou une qualification reconnue.

En Chaudière-Appalaches, des initiatives ont été prises en ce sens; quatre écoles de proximité ont été créées. Ces écoles ont permis de rejoindre plusieurs jeunes hors du circuit régulier et de les aider à raccrocher, ce qu'ils n'auraient pas fait sans un soutien provenant de la communauté. Ce qui fait le succès de ces écoles c'est qu'elles sont à l'écoute de leurs étudiants. On y alterne la formation académique et l'acquisition du savoir-être. On y privilégie les petits groupes et on stimule la coopération et l'entraide. Les relations entre l'enseignant et l'étudiant sont extrêmement importantes. La transmission de connaissance à de jeunes décrocheurs est un art qui doit se faire par des gens compétents et passionnés. C'est ce que proposent les écoles alternatives en Chaudière-Appalaches. Ces initiatives sont très porteuses, mais elles doivent être soutenues pour se déployer davantage et surtout se consolider.

Grâce au soutien financier de PRÉCA (Partenaire pour la Réussite Éducative en Chaudière-Appalaches) pour l'année scolaire 2014-2015 nous avons pu offrir un service de qualité et nous avons constaté que plusieurs jeunes qui fréquentent ces écoles progressent plus rapidement dans leurs matières académiques en 15 heures que l'orque qu'ils étudiaient 30 heures sur les bancs d'une école plus traditionnelle.

Malheureusement, ce soutien financier qui proviens de R² (Réunir Réussir) ne sera pas reconduit mettant en péril des initiatives de très grande qualité.

3. Les activités parascolaires peuvent-elles contribuer à la fois à faire de l'école un milieu attrayant et à stimuler l'engagement des jeunes envers leur communauté et la société québécoise ? si oui, comment ?

L'école est non seulement un lieu d'apprentissage pour les jeunes, elle est aussi, pour certains, leur seul milieu de socialisation. Les activités parascolaires aident à développer un sentiment d'appartenance à l'école et à la communauté. C'est pourquoi l'offre d'activités doit y être variée pour répondre à tous les goûts. Les écoles devraient s'ouvrir davantage sur leur communauté et permettre aux organismes jeunesse de contribuer à cette offre d'activités à l'intérieur des murs de l'école.

Il ne faut pas négliger les activités qui sont offertes hors du milieu scolaire, celles-ci contribuent grandement à inciter les jeunes à s'engager dans leur communauté. Les activités parascolaires qui visent à renforcer le sentiment d'appartenance à l'école et à la communauté doivent être encouragées dans le milieu scolaire et à l'extérieur de ceux-ci.

4. Comment faire en sorte que plus de jeunes intègrent à leur plan de scolarisation et de carrière un cheminement dans un programme de formation professionnelle ou technique?

Au début des années 2000, on a intégré l'approche orientante dans nos écoles. C'est certes une bonne initiative pour aider les jeunes dans leur choix vocationnel, mais le constat est que ce n'est pas suffisant pour faire la promotion des programmes de formation professionnelle ou technique. Les services individualisés d'orientation scolaire qui sont présentement offerts dans les écoles sont insuffisants. Lors d'un processus d'orientation l'ensemble des professions qui répondent à un champ d'intérêt doit être présenté, soit les formations professionnelles, techniques et universitaires, afin de permettre aux étudiants de faire un choix éclairé qui répond à leurs ambitions professionnelles.

Cependant, on ne peut pas confier toute la responsabilité aux milieux scolaires de faire la promotion des programmes de formation professionnelle et technique, c'est une responsabilité de société. Depuis fort longtemps, les métiers professionnels sont dévalorisés. Une approche expérientielle des professions professionnelles et techniques pourrait être mise en place. Des visites d'entreprises, des conférences de personnes qui pratiquent des métiers qui nécessitent un diplôme d'études professionnelles ou techniques auraient une incidence certaine pour faire connaître ces professions. Les jeunes qui s'appêtent à faire un choix professionnel auraient tout intérêt à connaître les métiers qui sont en demande au Québec. On sait que le fait de trouver un emploi après leurs études a une influence sur les choix professionnels des étudiants. Il ne suffit pas de les informer, mais de les inviter à vivre des expériences qui pourraient revaloriser les formations professionnelles et techniques.

5. Quels sont les meilleurs moyens d'encourager la persévérance scolaire chez les jeunes?

En près de 20 ans d'activité auprès des jeunes de 16 à 35 ans nos expériences sur le terrain nous amènent à conclure qu'il n'y a pas qu'un seul moyen d'y arriver, mais bien de multiplier les approches et les activités qui sont complémentaires. Il faut mettre en place des actions pour supporter ce qui se fait dans les écoles. Il est toujours désolant de constater que certains milieux scolaires croient encore être les seuls à pouvoir agir en persévérance scolaire. Une meilleure concertation entre les professionnelles de l'éducation et les professionnelles de la communauté agissant en persévérance scolaire pourrait grandement améliorer les actions qui sont faites. Les Carrefour jeunesse-emploi de Chaudière-Appalaches ont expérimenté d'excellents moyens d'encourager la persévérance scolaire est;

Offrir des milieux d'apprentissage à l'extérieur des milieux scolaires traditionnels et d'adapter la transmission des connaissances aux rythmes des élèves. L'encadrement individualisé et en groupe fait également partie des projets d'école alternative qui sont offerts dans certains CJE.

La mesure IDEO permet aux étudiants qui envisagent de mettre fin à leurs études d'avoir un support et de l'aide pour surmonter les difficultés qui les empêchent de se consacrer à leurs études. Ce type de mesure a fait ses preuves au cours des cinq dernières années.

Offrir la possibilité aux étudiants de faire des choix réfléchis face à leur avenir professionnel. Pour un jeune à potentiel de décrochage scolaire un processus d'orientation peut nécessiter de 10 à 15 h d'intervention individuelle ce que les conseillers d'orientation de nos écoles ne

peuvent se permettre, dû au volume de consultation qu'ils doivent effectuer. Les jeunes devraient également pouvoir choisir leur conseiller d'orientation. Les carrefours jeunesse emploi offriraient cette alternative aux jeunes. Le retour à l'accès gratuit aux services d'orientation scolaire, pour tous les jeunes, sans discrimination, devrait être rétabli. Le recours à un service professionnel à l'extérieur des murs de l'école amène les jeunes à s'impliquer davantage dans leurs démarches d'orientation scolaire.

AXE III : DES JEUNES PRÊTS POUR LE TRAVAIL, UNE ÉCONOMIE PRÊTE À LES ACCUEILLIR

1. ***Les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement au sein de cet axe d'intervention sont-elles celles sur lesquelles la prochaine Politique jeunesse soit s'attarder, au cours des quinze prochaines années?***

Les priorités identifiées nous apparaissent effectivement comme des enjeux importants pour la jeunesse. Voici quelques commentaires sur les thèmes retenus, complémentaires à nos réponses aux questions spécifiques.

Sur le thème de l'employabilité des jeunes : nous sommes d'avis que les interventions doivent cibler tous les jeunes qui demandent de l'aide: ceux qui ne sont ni en emploi ni aux études, ceux dont les difficultés d'intégration sont importantes et récurrentes, ceux qui sont en emploi ou aux études et vivent des difficultés ponctuelles qui les amènent à consulter. Nous croyons qu'en aidant tous ces jeunes qui le demandent, à des degrés d'intensité variable selon leur situation, nous contribuons à les maintenir actifs et à prévenir bien de problèmes. Malheureusement, depuis avril 2015, de nombreux CJE ne peuvent plus soutenir tous les jeunes qui en expriment le besoin en raison du nouveau cadre défini par Emploi-Québec. Ce cadre est par ailleurs déployé différemment d'une région à l'autre, au détriment de nombreux jeunes.

Sur le thème des conditions de travail : nous sommes aussi préoccupés par les conditions de travail précaires qui touchent une grande proportion de jeunes. Depuis quelques années, nous rencontrons plus de jeunes qui travaillent à temps plein et sont en situation de pauvreté, ce qui est inacceptable. Plusieurs ont des horaires variables connus à quelques jours d'avis, sans avoir un nombre minimal d'heures garanti. D'autres cumulent les contrats temporaires et vivent l'insécurité inhérente à cette condition, remettant en question leur choix professionnel mais sans savoir quoi faire d'autre. Certaines personnes cumulent plus d'un emploi, parfois tout en étant aux études. Cela les rend vulnérables et souvent épuisés. Cela démontre l'importance d'offrir des services aux jeunes qui occupent déjà un emploi, pour les aider à améliorer leur sort et éviter qu'ils soient cantonnés à long terme dans des conditions précaires.

Sur le thème de l'entrepreneuriat : la perception des jeunes envers les entrepreneurs a changé au cours des dernières années et les intentions d'entreprendre ont augmenté. Les

actions de sensibilisation, de promotion et de développement de la culture entrepreneuriale y sont sûrement pour beaucoup. Nous sommes convaincus qu'il faut poursuivre les investissements dans ces actions, continuer à entretenir le terreau qui fait naître les futurs entrepreneurs.

Il est vrai toutefois que le passage de l'intention à la création d'entreprise constitue un maillon faible de la chaîne entrepreneuriale. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation, mais nous faisons l'hypothèse que le facteur suivant y contribue : après avoir été sensibilisés à l'école primaire et secondaire, la majorité des jeunes ne sont plus en contact avec l'entrepreneuriat, et parmi ceux-ci de nombreux jeunes qui s'étaient pourtant découvert des aptitudes entrepreneuriales à travers des projets concrets.

Les CJE de Chaudière-Appalaches ont développé un projet novateur qui permettrait de cibler les jeunes du secondaire ayant du potentiel et de garder le contact avec eux par la suite, de manière à alimenter leur flamme entrepreneuriale. Le SAJ pourrait être un partenaire de premier plan dans ce projet.

Sur le thème de la mobilité : nous appuyons le fait que la mobilité, notamment les expériences à l'international, contribue à former la jeunesse dont le Québec a besoin dans le présent et dans l'avenir. L'ouverture sur le monde est désormais essentielle dans la formation de nos futurs leaders, pour qu'ils puissent se développer mais aussi pour qu'ils puissent éventuellement faire rayonner notre pays et notre culture à l'étranger. D'autre part, pour les jeunes provenant de milieux défavorisés, de telles expériences constituent un outil d'intervention puissant, comme l'ont démontré les chantiers d'insertion à l'étranger.

Concernant la diminution de l'exode des jeunes de certaines régions du Québec, force est de constater que les initiatives mises sur pied pour contrer ce problème ont commencé à porter fruit. L'enjeu demeure toutefois important et les efforts doivent se poursuivre, car les résultats de ces initiatives se feront sentir pleinement sur le long terme. En Chaudière-Appalaches, le projet À vos troussees a malheureusement cessé d'être financé au moment où il commençait à donner des résultats concrets.

2. *Quels sont les défis et les occasions que vous voyez pour les jeunes, dans le contexte où leur arrivée sur le marché du travail se fera à un moment où un grand nombre de travailleurs et de travailleuses prendront leur retraite?*

Dans ce contexte, le marché du travail sera plus ouvert et fournira plus d'opportunités aux jeunes chercheurs d'emploi. Pour combler leurs postes vacants, les employeurs devront offrir des conditions intéressantes et adapter leurs exigences. Les jeunes sans expérience ou au parcours non linéaire auront plus de facilité à trouver du travail. C'est déjà ce que nous observons sur les territoires où le taux de chômage est très bas, comme à Lévis. Ce contexte

est aussi favorable à l'accueil de stagiaires par les entreprises, qui doivent avoir recours à un ensemble de stratégies pour attirer et retenir la main d'œuvre.

Cependant, cette situation de déséquilibre démographique est loin d'être idéale et pose des défis autant pour les jeunes que pour les employeurs.

Le défi de la qualification : dans un contexte où les offres d'emploi non-spécialisé sont nombreuses et les employeurs moins exigeants, il peut être très tentant de quitter les études pour travailler, surtout si on éprouve des difficultés à l'école. Une proportion significative de jeunes qui fréquentent nos CJE n'ont pas de diplôme secondaire et c'est devenu la norme de travailler tout en étudiant, parfois au détriment des études. Il est donc important de mettre sur pied ou de poursuivre des initiatives visant la diplomation des jeunes de moins de 25 ans. Il suffit de se rendre dans un Centre d'éducation des adultes pour réaliser que cet enjeu ne touche pas seulement les jeunes de moins de 20 ans.

Le défi du maintien et de la stabilité : le maintien en emploi demeure un enjeu pour bien des jeunes, notamment ceux aux prises avec des difficultés. Nous constatons qu'un grand nombre d'employeurs n'ont pas ou n'investissent pas les ressources nécessaires à l'intégration durable des jeunes. Ils optent plutôt pour le congédiement, malgré la difficulté à trouver du personnel. Parfois ce sont les jeunes qui quittent leur emploi face aux difficultés ou aux contraintes, et cette voie est d'autant plus facile à prendre quand les emplois sont faciles à trouver. Il y a cependant un coût à ce roulement, autant pour l'employeur que pour le jeune. Plusieurs CJE ont d'ailleurs développé des initiatives très intéressantes pour accompagner jeunes et employeurs dans la période d'intégration en emploi, de manière à favoriser le maintien à long terme. Nous croyons que ce besoin se fera sentir de plus en plus, car les entreprises déjà en manque de personnel peinent à investir du temps en coaching auprès de jeunes inexpérimentés ou ayant des difficultés particulières. Notre expérience nous permet aussi de constater qu'un accompagnement personnalisé est la meilleure façon d'obtenir des résultats.

Le défi de la qualité de vie au travail : le marché du travail est très exigeant et la rareté grandissante de la main d'œuvre risque d'accentuer encore davantage cette réalité. Le rythme de travail est rapide, la pression présente dans pratiquement tous les emplois, le changement est constant et la sécurité d'emploi n'existe plus vraiment. Les travailleurs doivent être performants rapidement, faire du temps supplémentaire, pallier au manque de ressources en cumulant des fonctions, s'adapter constamment, etc. Cette situation peut s'avérer difficile pour les jeunes, car ils sont généralement moins bien outillés que les personnes expérimentées pour y faire face. C'est vrai pour les jeunes en difficulté, mais cela touche aussi des jeunes sans problématique particulière. Certains s'adressent à leur CJE car ils songent à quitter leur emploi; ils ont besoin de soutien et de conseils. Il est nécessaire que nous puissions les aider afin de prévenir leur « décrochage » du marché du travail et possiblement leur recours à des prestations. Malheureusement, les CJE ne peuvent plus accompagner ces jeunes dans leur nouveau cadre de financement SAE. Nous croyons que la

prochaine politique jeunesse devrait aussi prendre en considération les besoins des jeunes travailleurs, pour favoriser une intégration de qualité ainsi que leur maintien sur le marché du travail.

3. Comment assurer la plus grande participation possible des jeunes issus de l'immigration au marché du travail et comment assurer que leurs compétences seront reconnues et valorisées?

À la lumière de notre expérience en lien avec l'immigration, nous considérons qu'il faut accentuer le travail de sensibilisation, d'information, de promotion et d'accompagnement auprès des communautés d'accueil et des entreprises. Par exemple : former les contremaîtres et superviseurs sur le choc culturel, aider les entreprises à élaborer un plan d'intégration. Nous ne pouvons espérer une intégration réussie en travaillant *seulement* avec les personnes immigrantes.

L'accompagnement de ces jeunes dans leur intégration en entreprise et dans leur communauté d'accueil est un élément essentiel. L'accompagnant doit avoir une approche globale et travailler en lien avec toutes les ressources du milieu susceptibles de soutenir la personne immigrante.

Le processus de reconnaissance de leurs acquis doit être simplifié, que ce soit par les établissements d'enseignement ou par le gouvernement. Il doit être adapté à cette clientèle.

Des stages en entreprise pourraient permettre à des employeurs potentiels de voir ces jeunes à l'œuvre, d'apprendre à les connaître et d'apprécier leurs compétences et leur potentiel. Pour inciter les entreprises à accueillir un jeune immigrant, nous croyons qu'une aide sous forme de personne ressource (conseiller en intégration) serait utile et pertinente.

Enfin, en amont, il nous semble important de ne pas faire de la langue notre seul critère d'acceptation des demandes d'immigration. Le fait de ne pas parler français est sans contredit un obstacle important, mais les autres différences culturelles peuvent l'être tout autant.

4. Quels sont les rôles respectifs du gouvernement, des acteurs du secteur privé et des établissements collégiaux et universitaires pour encourager la conciliation entre la famille et le travail ou les études?

En premier lieu, tous les acteurs doivent travailler ensemble et en complémentarité, ce qui constitue d'entrée de jeu un défi. C'est cependant nécessaire pour obtenir des résultats tangibles, durables et structurants, car il s'agit d'un enjeu transversal. Des initiatives comme Équi T-É (région de Montréal) doivent être consolidées et multipliées.

L'État peut jouer un rôle important au niveau de la sensibilisation et de la promotion. Comme nous l'avons vu pour d'autres enjeux sociaux, les campagnes de promotion peuvent forger les perceptions et changer les mœurs (ex : alcool au volant). Pour être efficace ces campagnes doivent cependant être de grande envergure et durer dans le temps. Le gouvernement a également la possibilité d'offrir des incitatifs aux entreprises, comme des avantages fiscaux, de l'aide financière pour mettre des mesures en place.

Les entreprises privées ont évidemment un rôle majeur à jouer, en assouplissant leur organisation du travail et en ayant davantage recours au télétravail.

Les établissements d'enseignement doivent s'adapter au fait que les étudiants travaillent tout en étudiant. C'est maintenant la norme et cela ne va pas changer au cours des 15 prochaines années. Un grand nombre de jeunes étudient à temps plein et travaillent plus de 15 heures, ce qui compromet leur réussite mais aussi leur santé. Il faut permettre aux jeunes d'avoir des parcours scolaires échelonnés sur une période un peu plus longue sans que cela ne soit pénalisant. L'enseignement à distance est une voie intéressante, mais elle doit être bonifiée en termes de soutien et d'encadrement car de nombreux jeunes ont du mal à gérer ce mode de fonctionnement.

5. *Quels sont les meilleurs moyens de développer l'employabilité des jeunes?*

Notre expérience nous démontre que les meilleurs résultats sont obtenus quand les jeunes sont dans l'action et vivent des expériences concrètes et supervisées, dans un environnement facilitant et soutenant. C'est particulièrement vrai pour les jeunes éloignés du marché du travail, mais cela s'applique à tous les jeunes à des degrés variables, même aux jeunes travailleurs comme nous l'avons expliqué à la question 2.

Voici des exemples de moyens concrets et éprouvés qui vont dans ce sens :

- projet de préparation à l'emploi Jeunes en action
- plateaux de travail
- entreprises adaptées, d'insertion ou d'entraînement
- projets de participation citoyenne
- stages supervisés en entreprise
- accompagnement des jeunes travailleurs en entreprise en vue du maintien en emploi

La clé du succès de ces initiatives consiste à fournir aux jeunes un accompagnement personnalisé, dont l'intensité varie en fonction des besoins. Pour développer et consolider leur employabilité, les jeunes ont besoin d'un soutien (formation, supervision, coaching, rétroaction) qui porte autant sur les tâches que sur les attitudes et comportements. Les initiatives mentionnées ci-dessus sont essentielles car un nombre élevé d'entreprises, les plus petites notamment, ne sont pas en mesure d'offrir ce soutien à leurs jeunes employés.

Malheureusement, les services existants peinent à répondre aux besoins des jeunes. Ils sont parfois mal adaptés à leurs besoins et à leur réalité, ne suffisent pas à la demande, sont aux prises avec des critères administratifs qui excluent des jeunes. Certaines initiatives ne sont tout simplement pas financées par Emploi-Québec. De plus, des projets auparavant financés par le gouvernement fédéral ont été abandonnés, en raison de nouvelles orientations de Service Canada qui font fi des constats réalisés sur le terrain.

Nous croyons qu'il s'agit là de pistes de solution à considérer par le Secrétariat à la jeunesse.

AXE IV : UNE CITOYENNETÉ ACTIVE ET PLURIELLE

1. ***Les priorités d'intervention déterminées par le gouvernement au sein de cet axe d'intervention sont-elles celles sur lesquelles la prochaine Politique jeunesse doit s'attarder, au cours des quinze prochaines années?***

La participation citoyenne des jeunes et les comportements écoresponsables devraient effectivement être les pierres angulaires de la prochaine politique jeunesse. À l'heure où les jeunes peinent à se faire une place et à faire reconnaître leur apport à la société, un encouragement gouvernemental ne pourrait qu'être bénéfique.

2. ***L'engagement bénévole ou volontaire est-il susceptible d'encourager, à terme, la participation des jeunes dans les communautés et les institutions de la société québécoise?***

Depuis quelques années les Carrefours jeunesse-emploi de Chaudière-Appalaches, en collaboration avec le Forum jeunesse régional, ont réalisé plusieurs activités dans le but de favoriser la participation citoyenne des 16-35 ans. L'expérience vécue dans la réalisation de ces projets nous démontre qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour intéresser les jeunes aux enjeux politiques et aux instances qui agissent sur ces enjeux. Nous devons persévérer pour amener les jeunes à prendre leur place et surtout les accompagner dans leur apprentissage de la citoyenneté. Comment? Par l'éducation, mais aussi en leur permettant de vivre des expériences concrètes d'engagement citoyen. Les jeunes ont besoin de soutien pour y parvenir. Sans encadrement et accompagnement, il est très difficile de mobiliser les jeunes et de les amener à jouer un rôle autre que celui de consommateur dans notre société.

Les structures actuelles d'expression de la citoyenneté ne sont pas très inclusives pour les jeunes. Il est difficile de mener une campagne électorale et se faire élire à un conseil municipal quand on n'a pas d'expérience. À l'image du secrétariat à la jeunesse des comités jeunesse municipaux pourrait être formé et avoir un rôle consultatif auprès des élus pour certains dossiers qui les concernent davantage. Les instances politiques devront faire preuve d'ouverture et de créativité pour attirer les jeunes et les amener à jouer leur rôle de citoyen.

3. Quels sont les meilleurs moyens d'encourager un dialogue ouvert et productif entre les générations, et quelles sont les tribunes où ce dialogue peut avoir lieu?

Les Carrefour jeunesse-emploi de Chaudière Appalaches collaborent régulièrement avec des gens de toutes les générations. Les personnes retraitées sont des collaborateurs de choix lorsqu'il s'agit de transmission des connaissances. Que ce soit pour parler aux jeunes de leur expérience d'entrepreneur ou une supervision de stage la collaboration entre les générations est riche en expérience pour nos jeunes.

Afin de favoriser les échanges entre les générations il serait intéressant de faire une place aux jeunes dans les conseils d'administration. Pourquoi ne pas créer un siège jeunesse dans nos conseils municipaux, sur les conseils d'administration des organisations qui traditionnellement sont administrées par des personnes plus âgées? Bien évidemment il ne suffit pas de faire une place aux jeunes dans les instances. Il faut les éduquer pour qu'ils prennent cette place. Un programme de jeunes leaders pourrait ainsi voir le jour.

4. Comment peut-on valoriser les comportements écoresponsables, dans le cadre d'activités bénévoles et volontaires ou d'activités intergénérationnelles?

Certains Carrefour jeunesse-emploi en Chaudière-Appalaches ont élaboré une politique de bureau vert. Cette politique incite les administrateurs bénévoles, les employés ainsi que l'ensemble de la clientèle à avoir un comportement écoresponsable dans leurs façons de consommer. Ainsi on incite les gens qui gravitent autour des CJE à favoriser le recyclage du matériel de bureau, acheter des produits recyclés et à l'économie du papier. On enseigne à utiliser des versions électroniques de certains documents. La consolidation et la promotion de tel politique doivent être encouragées dans toutes les activités de bénévolat et intergénérationnelles.

5. Quels sont les meilleurs moyens d'encourager l'exercice d'une citoyenneté active et plurielle par les jeunes?

Selon nous, les meilleurs moyens pour encourager les jeunes à exercer leur citoyenneté sont de leur faire une place privilégiée au sein de nos instances. Apprendre à devenir un acteur de sa communauté est un travail de longue haleine. Il faut de l'encadrement, de l'ouverture d'esprit et plusieurs préjugés défavorables envers les jeunes doivent également tomber. C'est au contact de personnes expérimentées que cette transmission de savoir-être doit se faire. Il serait pertinent d'encourager nos décideurs actuels à consulter et à multiplier les rencontres avec la génération montante.

L'implication sociale et le bénévolat sont des façons pour les jeunes d'acquérir de l'expérience et de s'ouvrir sur le monde. Le maintien des initiatives de coopération internationale jeunesse est donc essentiel. Plusieurs participants à ses programmes sont revenus transformés. L'expérience de bénévolat dans un pays aux prises avec de grandes difficultés économiques est pour nos jeunes une prise de conscience frappante de l'importance de prendre sa place de citoyen dans sa communauté, mais aussi comme citoyens du monde.